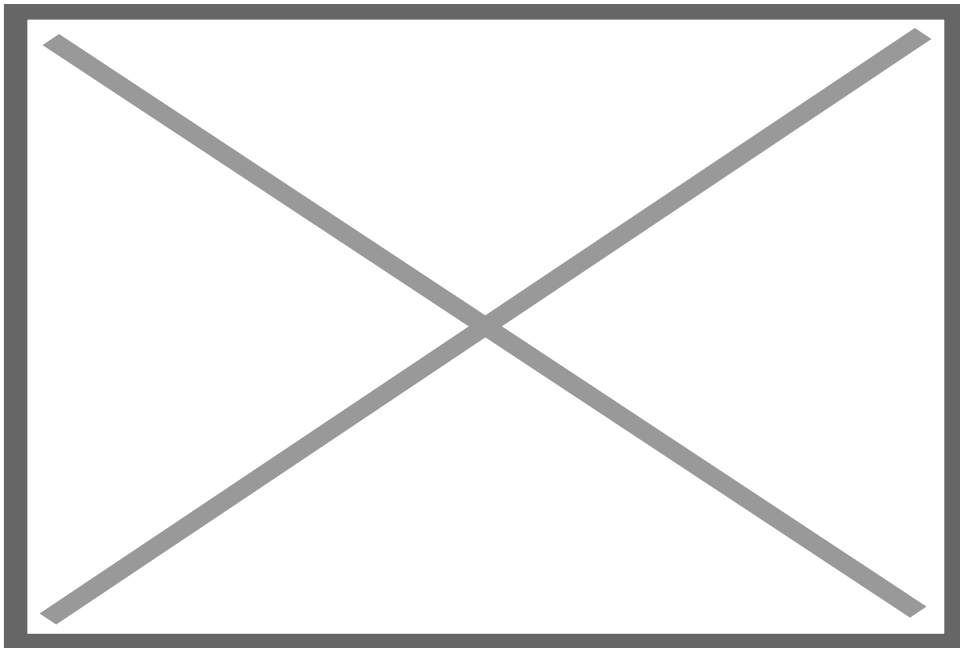


IsraË«l essaie dâ??isoler les Palestiniens et de les priver de soutien international

Description

Adri Nieuwhof â?? 30 juillet 2018



La politique dâ??IsraË«l est dâ??isoler les Palestiniens du reste du monde et de faire obstruction au travail des dÃ©fenseurs des droits de lâ??homme qui documentent ses violations.

(Najeh Hashlamoun â?? APA images)

Deux chercheuses nÃ©erlandaises ont Ã©tÃ© dÃ©tenues, soumises Ã des traitements dÃ©gradants et des violences, puis dÃ©portÃ©es par IsraË«l au dÃ©but du mois.

Elles ont vÃ©cu personnellement la politique israÃ©lienne dâ??isolement des Palestiniens du reste du monde et dâ??obstruction au travail des dÃ©fenseurs des droits de lâ??homme.

Les forces de sÃ©curitÃ© israÃ©liennes ont arrÃªtÃ© Lydia de Leeuw pour lâ??interroger immÃ©diatement aprÃ¨s son atterrissage Ã lâ??aÃ©roport Ben Gourion le 20 juillet.

Avant le dÃ©but de lâ??interrogatoire, on lui a remis un dossier dÃ©jÃ complÃ©tÃ© contenant ses donnÃ©es personnelles et dâ??autres informations, dont une dÃ©cision dâ??interdiction dâ??entrÃ©e sur le territoire du ministre de lâ??IntÃ©rieur.

MenottÃ©e et maltraitÃ©e

Pendant quatre heures, L. de Leeuw a subi une fouille au corps, Ã©tait privÃ©e de son tÃ©lÃ©phone et de ses autres effets personnels et s'est vu refuser l'accÃ©s Ã l'ambassade des Pays-Bas ou Ã une assistance juridique. Elle a ensuite Ã©tÃ© dÃ©portÃ©e.

Sa collègue Pauline Overeem a mÃame subi un traitement plus dur.

Elle a Ã©tÃ© dÃ©tenue pendant 24 heures, pendant lesquelles elle a Ã©tÃ© Â« menottÃ©e et soumise Ã des violences verbales, incluant la menace que les autoritÃ©s israÃ©liennes utiliseraient la force contre elle Â», selon PHROC, une coalition de groupes palestiniens de dÃ©fense des droits de lâ'homme.

Â« Ils m'ont menottÃ©e, m'ont agressÃ©e verbalement et m'ont laissÃ© seule pendant des heures dans une salle Â», a dÃ©clarÃ© P. Overeem au quotidien nÃ©erlandais *De Volkskrant*.

On lui a Ã©galement refusÃ© lâ'aide de son consulat ou d'un avocat, avant de la mettre sur un vol de retour vers les Pays-Bas le jour suivant.

Our denial of entry fits into the pattern: anti-[#BDS](#) legislation is designed and used to suppress free speech and prevent [#HumanRights](#) research in [#Israel](#) [#Palestine](#) [#oPt](#). Targets prior to [@SOMO](#): [@OmarSShakir](#) of [@hrw](#) and [@ArielElyseGold](#) from [@codepink](#). <https://t.co/vjj7JwgbPn>

??? Lydia de Leeuw (@LydiaDeLeeuw) [July 24, 2018](#)

L. de Leeuw et P. Overeem sont des chercheuses qualifiÃ©es du SOMO, un centre de recherche nÃ©erlandais sur les multinationales fondÃ© en 1973.

Les mÃ©dias israÃ©liens ont rapportÃ© lâ'expulsion de L. de Leeuw Ã peu prÃ©s au moment oÃ¹ elle Ã©tait arrivÃ©e pour Ãatre interrogÃ©e, mentionnant des dÃ©tails de son dossier personnel Ã ce qui indique qu'ils travaillaient de concert avec le gouvernement.

Â« Cela suggÃ¨re que la dÃ©cision de lui refuser lâ'entrÃ©e sur le territoire avait Ã©tÃ© prise avant mÃame qu'elle n'atterrisse en IsraÃ©l Â», selon PHROC. Â« Le traitement que L. de Leeuw a reÃ§u Ã lâ'aÃ©roport, y compris son interrogatoire, lui a donc uniquement Ã©tÃ© infligÃ© pour la malmenier et lâ'humilier Â».

Le ministre de l'IntÃ©rieur a refusÃ© lâ'entrÃ©e de L. de Leeuw sur la recommandation de Gilad Erdan, le ministre israÃ©lien des Affaires stratÃ©giques qui est en charge de la rÃ©pression gÃ©nÃ©ralisÃ©e du gouvernement contre les dÃ©fenseurs des droits des Palestiniens.

Â« Preuve Â» Facebook

Les chercheuses se trouvent Ãatre les premiers citoyens nÃ©erlandais Ã se voir refuser lâ'entrÃ©e sur le territoire en vertu de la loi israÃ©lienne anti-BDS, le mouvement qui appelle au boycott, au dÃ©sinvestissement et aux sanctions pour dÃ©fendre les droits des Palestiniens.

Le SOMO n'est pas sur la liste noire du gouvernement israélien des 20 organisations dont les membres sont interdits d'entrée sur le territoire parce qu'ils travaillent pour que cessent les violations des droits de l'homme commises par Israël.

Erdan a néanmoins utilisé la loi anti-BDS pour refouler les deux chercheuses néerlandaises.

Le SOMO a dit qu'il était « incompréhensible et inacceptable » que ses employées se voient refuser l'entrée sur le territoire sur des allégations de travail pour BDS.

Le groupe a déclaré qu'il n'était « pas actif dans le mouvement BDS » et que « le boycott sort du champ d'action du SOMO en tant qu'organisation de recherche ».

Erdan était cependant préoccupé par le rapport du SOMO sur les importations agricoles néerlandaises venant de colonies israéliennes construites sur des terres palestiniennes volées, en violation du droit international.

Ce rapport prouvait que L. de Leeuw promeut BDS, a déclaré le ministre d'Erdan au journal néerlandais *NRC*.

L. de Leeuw a dit au *NRC* que l'une des personnes qui l'avaient interrogée avait présenté comme « preuve » additionnelle de son soutien à BDS deux postes sur Facebook de 2015 et 2016. À ce moment, la loi qui bannit Israël les organisations qui soutiennent BDS n'était pas encore en vigueur.

Criminaliser BDS

Le SOMO considère que le refus d'Israël de laisser entrer son personnel s'inscrit dans « une tendance à réduire l'espace de la société civile et la liberté d'expression ».

Le groupe a déclaré être « extrêmement concerné par la criminalisation d'individus et d'organisations qui appellent les pays et les entreprises à promouvoir et respecter les droits de l'homme ».

Le SOMO presse le gouvernement néerlandais d'exiger des explications d'Israël et de condamner le traitement subi par ses chercheuses.

Le groupe a relevé que le gouvernement néerlandais avait explicitement défendu le militantisme de BDS au nom de la protection de la liberté d'expression et d'association, ce qui est aussi la position de l'Union européenne.

« Je ne suis pas active dans le mouvement [BDS] mais je soutiens totalement ceux qui choisissent d'exercer ce droit », a dit L. de Leeuw à *NRC*.

Complicité européenne

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères qui subventionne le SOMO a dit à *NRC* que le refoulement était « regrettable », tout en reconnaissant le droit de tout État de déterminer les conditions d'entrée sur son territoire.

Le ministre a réaffirmé sa position selon laquelle le militantisme de BDS était protégé par la liberté d'expression.

La soumission du gouvernement néerlandais au « droit » de déterminer qui peut entrer est identique à la réponse apathique du gouvernement français après qu'Israël ait interdit l'entrée sur son sol à plusieurs élus français l'an dernier.

Mais ce que ces gouvernements prennent le risque d'ignorer, c'est qu'Israël ne barre pas seulement l'accès à son territoire « souverain ». Il barre l'accès, tout particulièrement, à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza et isole du reste du monde les millions de Palestiniens qui y vivent.

Israël entrave l'action des organisations internationales pour vérifier qu'il respecte ses obligations de puissance occupante telles que définies par le droit international. En refusant de s'insurger contre les interdictions d'entrée en Israël, les gouvernements européens aident donc Israël à dissimuler au monde ses violations du droit et le couvre pour en commettre d'autres.

La députée néerlandaise Sadet Karabulut a demandé au ministre des Affaires étrangères d'examiner le cas.

Zorgwekkend dat twee Nederlandse mensenrechtenactivisten om politieke redenen de toegang tot Israël zijn geweigerd. De minister zou stelling moeten nemen! [#vragen](#)
<https://t.co/pU4Gh5sSWI> pic.twitter.com/woQ0MQjkTO

à Sadet Karabulut (@SadetKarabulut) [July 21, 2018](#)

Sadet Karabulut a tweeté qu'il était « préoccupé » par l'occupant que deux militants néerlandais des droits de l'homme se soient vu refuser l'accès à Israël pour des raisons politiques ».

Une semaine plus tard, Israël avait refusé l'entrée à Gaza à Sadet Karabulut.

Gisteren van de Israëlische autoriteiten gehoord dat parlementariërs geen toegang krijgen tot Gaza. Niet vanwege veiligheid maar om politieke redenen. Ernstige zaak, juist parlementariërs zouden de ernst van de humanitaire crisis in Gaza zelf moeten kunnen vaststellen.

à Sadet Karabulut (@SadetKarabulut) [July 18, 2018](#)

Il y a longtemps que des millions de réfugiés palestiniens apatrides sont interdits d'entrer dans leur propre pays parce qu'ils ne sont pas juifs. Mais des Palestiniens de nationalité états-unienne, canadienne ou de l'un des États membres de l'Union européenne font aussi souvent face à cette interdiction d'entrer dans leur pays d'origine, même pour une visite.

Comme le gouvernement des États-Unis l'a reconnu, le refoulement apparaît également motivé par une discrimination ethnique et religieuse.

S'attaquer aux défenseurs des droits de l'homme

Ces derniers mois cependant, Israël a utilisé la législation contre BDS pour attaquer des défenseurs des droits de l'homme et des militants, tels qu'Omar Shakir, le directeur du bureau de Jérusalem de Human Rights Watch ; Ariel Gold, co-directeur de CODEPINK ; Vincent Warren et Katherine Franke, le directeur exécutif et une membre du bureau de Center for Constitutional Rights ; et Ana Sanchez, une militante de BDS en Espagne.

Israël a également refoulé Shashi Naidoo, mannequin et activiste sud-africaine.

Shashi Naidoo avait provoqué la colère des défenseurs des droits des Palestiniens en juin en faisant des remarques obscènes sur Gaza.

Les militants ont capitalisé sur l'incident en invitant Shashi Naidoo à venir faire un voyage d'observation et voir par elle-même la situation des Palestiniens.

"I now know that Gaza is the world's largest concentration camp and free travel between Gaza and the West Bank is virtually impossible especially if you are Palestinian" @SHASHINAIDOO <https://t.co/iXrpO50xSy>

#Africa4Palestine (@Africa4Pal) [July 30, 2018](#)

« Shashi Naidoo rejoint la liste de plus en plus longue des Sud-Africains qui ont refusé le passage vers la Palestine » a déclaré le groupe de soutien à la campagne BDS en Afrique du Sud, qui participait à l'organisation du voyage.

Just did an with ENCA <https://t.co/wpvBs3xRzj>

SHASHI NAIDOO (@SHASHINAIDOO) [July 28, 2018](#)

Mais arrêter Shashi Naidoo à la frontière n'aurait pas empêché l'information sur les abus commis par Israël d'atteindre encore plus de personnes.

Depuis son retour, Shashi Naidoo a appelé Gaza « le plus grand camp de concentration du monde » et elle soutient maintenant publiquement BDS :

"I am not afraid to be affiliated with BDS" Shashi @SHASHINAIDOO pic.twitter.com/TZ7iTyOiH3

#Africa4Palestine (@Africa4Pal) [July 30, 2018](#)

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : Mireille Vaucoret pour l'Agence Média Palestine

date créée

2018/08/03